

Bonjour à toutes, merci d'être présentes et présentes aujourd'hui avec nous.

Quelques informations avant de commencer :

- Le discours va être traduit en langue des signes française, si vous n'entendez pas bien le texte est disponible sur internet via le qr code
- Nous allons parler de manière inclusive afin d'inclure dans nos luttes toutes les personnes sexisées victimes de discrimination
- Le parcours de la marche est accessible aux personnes PMR
- Nous demandons à ce qu'il n'y ait pas de feux d'artifices, pas de fumigène et pas de grosse sonnerie afin de ne pas déranger les personnes sensibles à ces bruits
- On ne touche pas les gens sans leur consentement
- Faites attention au consentement et aux visages des gens quand vous prenez des photos, vous pouvez les mettre en danger. Prenez de préférence des photos de dos et floutez les visages visibles avant toutes publications dans les médias, journaux et vos réseaux sociaux.
- Le Collectif Urgence Palestine prendra la parole après nous

## Introduction

Nous nous réunissons dans la rue le 8 mars 2025, journée internationale de lutte pour les droits des femmes et des minorités de genre.

Dans le contexte national comme international, l'extrême droite prend rapidement et dangereusement du pouvoir. Nous, femmes et minorités de genre, sommes directement concerné·es par la montée d'une idéologie qui veut renforcer la domination patriarcale, raciste et capitaliste. Le fascisme menace particulièrement nos corps de femmes, personnes sexisées, personnes LGBTQIA+, et ceux des enfants et de tous les peuples opprimés à travers le monde. Nous assistons à une intensification du changement climatique, directement créée par le capitalisme, et méprisée par les gouvernements à travers le monde, qui tue et ravage. Les catastrophes se multiplient : incendies en Californie, cyclone Chido à Mayotte, inondations en Espagne et jusque dans notre région en janvier, à Redon et ailleurs !

Nous ne nous laisserons pas faire !

## Montée du fascisme

Chaque jour nous constatons avec effroi la montée de l'extrême droite en France, en Europe et dans le reste du monde. Les fachos ne se cachent plus pour défilés dans les rues et afficher ouvertement leurs idées réactionnaires, discriminatoires, racistes, homophobes, transphobes, antiféministes et haineuses. En juin 2024, l'extrême droite est arrivée en tête aux élections européennes, puis elle a frôlé de peu la victoire aux élections législatives. En politique comme dans les médias, les Macronistes et les Républicains multiplient les alliances et les ententes avec le Rassemblement National, préférant le fascisme à la liberté et à l'égalité.

Aux États-Unis, la réélection de Donald Trump a plongé le pays dans un régime autoritaire et ultra-conservateur. En un mois, Trump a détruit des années d'avancées sociales, écologiques, égalitaires et féministes : remise en question du droit d'asile, fin des programmes de diversité, fin des politiques d'aides pour les personnes transgenres, fin de la protection des données de santé des femmes ayant accès à des moyens de contraception et à l'avortement, interdiction pour les chercheur·euses d'utiliser les mots : "*climat*" - "*femmes*" - "*diversité*" ... Tout autant de mesures qui visent à censurer et à museler le débat sociétal.

Il ne faut pas croire que la nouvelle politique des États-Unis ne nous touche pas directement. De nombreuses personnalités françaises, politiques et entrepreneurs, étaient présent.e.s à l'investiture de

Trump et souhaitent aujourd'hui reprendre ses stratégies et ses idées pour les diffuser en France : Éric Zemmour - Florian Philippot – Marion Maréchal - Philippe de Villiers – Cyril Hanouna - Bernard Arnault.

L'extrême droite est l'ennemi du féminisme. Elle attaque nos droits, remet en question les avancées sur l'égalité de genre, banalise les agressions sexuelles et le harcèlement, renforce le sexisme ordinaire, renforce le discours raciste et antisémite et instrumentalise le féminisme à des fins xénophobes.

Pour résister il est essentiel de défendre un féminisme intersectionnel !  
Contre le fascisme : FURI Féministe !

## **Racisme/CRA/Migrations/Quartiers pop**

Composé d'organisations majoritairement blanches, l'inter-collectif FURI ne s'exprime pas sur le racisme en tant que concerné.es. Alors que la charge raciale épuise, en tant qu'allié.es, nous rappelons que l'antiracisme est le ciment de l'antifascisme.

Aujourd'hui, le racisme le plus décomplexé est entretenu par les médias et les politiques xénophobes qui ne cessent de légiférer contre l'immigration. Le fémonationalisme se développe en instrumentalisant les féminicides commis par des hommes d'origine étrangère. Les faits montrent pourtant que la violence et le virilisme n'ont jamais été un monopole.

À Nantes, nous dénonçons ces dernières semaines les rafles de personnes sans papiers menées par la préfecture dans le centre-ville ; nous militons contre la construction d'un Centre de Réention Administrative, lieu de privation de liberté qui enferme des personnes sans papier. Barbelés, grillages, surpopulation, violences verbales et physiques... Les CRA sont des lieux racistes, déshumanisants, qui témoignent d'une gestion coloniale des populations racisées.

Nous refusons l'antisémitisme et l'islamophobie qui procèdent de la même racialisation des religions. Nous nous opposons à l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme qui contribue à la hausse des actes antisémites. L'obsession des gouvernants et des médias pour le voile ou l'abaya est à l'intersection du sexisme et de l'islamophobie que nous combattons. (Stigmatiser les jeunes filles musulmanes pour leur tenue à l'entrée de l'école, interdire les sorties scolaires et les compétitions sportives aux femmes voilées ne relèvent pas de notre laïcité).

Nous refusons le contrôle colonial des corps qui exclut et humilie les femmes voilées, qui discrimine aussi, à l'intersection du racisme et du classisme, les jeunes hommes racisés de quartiers en raison de leurs casquettes, capuches et joggings jugés intolérables dans l'espace scolaire et public. Nous réclamons justice pour les jeunes racisés, désenfantisés, tués par la police...

Nous soutenons les luttes aux Antilles, en Kanaky, nous dénonçons la détresse de toutes les habitant.es de Mayotte. Nous luttons plus largement aux côtés de tous les peuples qui veulent disposer d'eux-mêmes et ceux génocidés.

Violences racistes, violences coloniales : FURI féministe !

## **Précarisation/Bourgeoisie/Étudiant.e.s**

La bourgeoisie prospère sur la précarité qu'elle et l'extrême droite alimentent. Pendant que les gouvernements détruisent nos droits et protections sociales, les plus riches accumulent toujours plus. En

seulement six jours, une personne du 1 % le plus riche gagne autant qu'une personne des 50 % les plus pauvres en un an.

Accès à l'éducation, au logement, à la santé, à un travail décent : tout est verrouillé. Et qui en paie le prix ? Les femmes, les minorités de genre, les travailleuses précaires, les étudiantes, les personnes issues de l'immigration, les habitant·s des quartiers populaires.

En 2025, étudier, c'est survivre : en 7 ans, le coût de la vie étudiante a explosé de 27,76 %. Résultat : repas sautés, renoncement aux soins, abandon des études. Parcoursup écrase les plus précaires et condamne des milliers de jeunes à renoncer à leurs ambitions. Que dire de ceux qui se font exclure dès l'école ?

Dans les périphéries et les zones rurales, tout manque : études, transports, soins. Pour les paysan·nes, le coût des matières premières explose pendant que l'État soutient l'agro-industrie au détriment des petits producteurs.

Parce que la précarité n'est pas une fatalité.

FURI FEMINISTE !

## **LGBTQIA+/Transphobie**

Depuis des années, à cause des Manifs pour tous et autres démonstrations publiques homophobes et transphobes, nous nous savons entouré·es de personnes qui nous sexualisent et nous objectifient en permanence, et souhaitent secrètement ou publiquement nous voir échouer et nous tuer.

Plus de 60% des personnes LGBTQIA+ déclarent éviter de tenir la main de leur partenaire dans l'espace public. Quand aurons-nous la liberté de circuler, dialoguer, embrasser et aimer au même titre que les cis hétéro, dans la rue, sur les réseaux sociaux, au travail et au sein de nos propres familles ?

Aux États-Unis, les grandes entreprises Facebook, Google, Amazon, X ou encore Disney ont supprimé les causes LGBT de leur charte, de leur référencement et réduisent les droits de leurs salariés. En Europe, les droits des personnes LGBTQIA+ ont fortement déclinés : en Hongrie, en Pologne, l'homophobie explose. En Italie, l'accès à la GPA est désormais qualifié de "crime universel", visant principalement les couples lesbiens et gays, et leur droit à l'adoption est réduit. L'arrivée du RN au pouvoir en France entraînerait les mêmes catastrophes.

Nos luttes sont reprises sans cesse par la classe politique qui instrumentalise nos identités, orientations, projets de vie, de famille et de carrière dans une homophobie et une transphobie crasse. Les personnes trans sont la cible de harcèlement sur les réseaux sociaux. Les lesbiennes, bi et pan vivent à la fois le sexisme et l'homophobie. Double peine pour nos adèles trans et lesbiennes : se faire sexualiser et se faire tuer sont les deux faces de la même pièce utilisée quotidiennement par les hommes.

Nous avons besoin de nos adèles cis et hét pour nous soutenir et garantir avec nous les mêmes droits et libertés ! Notre féminisme inclue nos adèles trans et non-binaires ! Notre féminisme inclue les luttes queer !

Contre les LGBTQIA+phobies, FURI FÉMINISTE !

## **Mineur.e.s**

Il y a quelques semaines, nous avons découvert l'horrible histoire de l'école Bétharram : au cours des 30 dernières années, ce ne sont pas moins de 112 plaintes qui ont été déposées par d'anciens élèves contre des prêtres et des surveillants qui les agressaient en toute impunité. Plus près de chez nous, à Vannes, le procès de l'affaire Le Scouarnec vient de s'ouvrir : un ex-chirurgien est accusé de plus de 300 agressions sexuelles sur des mineur.e.s. Un réseau pédocriminel en Loire-Atlantique a été découvert, avec à sa tête un assistant familial de Loire Atlantique ? Comment est-il possible de protéger nos enfants si des lieux

de santé, d'accueil et d'éducation cachent des agresseurs ? Si la Justice et l'État leur tournent le dos ? Pourquoi une telle impunité ?

C'est parce que notre système repose sur un mythe : "Les enfants mentent". Quand iels parlent, iels dérangent. Quand iels accusent, on doute. Quand iels disent la vérité, on regarde ailleurs. Pourtant NON : les enfants ne racontent pas d'histoires. Et OUI : ce sont les adultes qui refusent de les croire. Il est temps d'ouvrir les yeux !

Car au-delà des faits divers, la situation globale en France est accablante :

-> 160 000 enfants sont victimes chaque année de violences sexuelles. Autrement dit, 1 enfant est victime d'un viol ou d'une agression sexuelle toutes les 3 minutes.

-> 5,4 millions d'adultes en France ont été confrontés à des violences sexuelles durant leur enfance.

-> Seulement 3 personnes sur 100 obtiennent une reconnaissance juridique de leur agression.

L'impunité est la règle : pas l'exception.

Des outils existent, comme le numéro de téléphone 119 : Allo enfance en danger qui permet de dénoncer des violences sur mineur.es, ou encore le programme EVARS (éducation à la vie affective et relationnelle, et à la sexualité) qui permet d'outiller les enfants et de détecter des cas d'agressions. Mais ces mesures sont loin d'être suffisantes, et pire, les coupes budgétaires actuelles mettent en danger les acteurs qui œuvrent contre les violences faites aux enfants.

Pour une société qui respecte et protège nos enfants : FURI FÉMINISTE !!!

## VSS

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, nous décomptons plus d'un millier de féminicides. Qui se préoccupe réellement du meurtre de ces femmes tuées parce qu'elles étaient des femmes ?

Les gouvernements successifs ont multiplié les promesses sur la "Grand Cause du quinquennat" sans mettre en place les moyens nécessaires. L'action politique est quasi-inexistante tandis que le travail militant et associatif se heurte de plus en plus à des sanctions et des répressions.

Face à Gisèle et ses enfants, le profil des 51 hommes accusés de viol sous soumission chimique confirme ce que nous répétons depuis des décennies : les auteurs de violences ne sont pas des monstres, ce sont des hommes de notre entourage mais aussi des personnalités publiques.

Ancrées et normalisées dans nos sociétés, les violences sont tantôt invisibles, tantôt considérées comme une fatalité. La banalisation du sexisme favorise les violences que nous vivons au quotidien : discriminations, harcèlement, violences psychologiques, violences au sein du couple à travers le contrôle coercitif, violences économiques, cyberviolences, violences gynécologiques, mutilations sexuelles, mariages forcés, agressions, viols, féminicides.

Depuis 7 ans, nous demandons toujours la même chose : le déblocage de 2,6 milliards d'euros afin de financer des politiques publiques de lutte contre les violences sexistes et sexuelles

Contre les violences sexistes et sexuelles : FURI féministe !

## TDS

Nous, Paloma, association de santé communautaire visant l'amélioration des conditions de vie des Travailleur·euses du Sexe en Loire-Atlantique, demandons des droits pour toutes les personnes exerçant l'activité.

Sur le plan législatif, nous demandons l'abrogation de la loi de pénalisation des clients qui a inversé le rapport de force entre TdS et clients, plongeant les personnes dans une précarité accrue et démontrant une augmentation des violences subies dans le cadre de l'activité. Nous demandons l'abrogation de la loi de 2003 sur le proxénétisme qui a élargi le concept même du proxénétisme, car elle empêche finalement l'entraide, la solidarité et l'adelphité entre TdS.

L'insécurité et les violences subies par les TdS sont systémiques, liées au contexte répressif qui criminalise l'activité et éloigne les personnes de l'accès aux droits et aux soins.

Nous demandons un accès effectif à la protection des victimes de traite des êtres humains et de proxénétisme. En effet, Paloma accompagne beaucoup de personnes victimes de traite et nous sommes témoins au quotidien des manquements de l'état.

En plus de devoir porter plainte pour être protégée, la protection ne dure que le temps de l'enquête de la police. Une personne peut donc, après quatre ans de réflexion, porter plainte et perdre les droits qu'elle avait acquis si l'enquête de police ne mène à rien. Elle perd ainsi la carte de séjour qu'elle avait reçu, sa demande de logement social etc.

Est-ce réellement comme cela que l'État est censé protéger les victimes dont il parle tant ?

Nous rappelons l'importance d'accompagner la diversité des situations, qu'il s'agisse de personnes revendiquant l'activité comme un travail, de personnes qui voient l'activité comme une étape transitoire avant d'arriver à leur objectif, ou encore qu'il s'agisse de personnes qui subissent l'activité.

L'important est de pouvoir assurer un accès réel aux droits et aux soins auquel les personnes peuvent prétendre. Gouvernement, associations, politiques, nous vous demandons d'écouter les personnes concernées et de mettre tout ce qui est en votre pouvoir pour défendre les droits des TdS.

Pas de féminisme sans les TdS !!!! FURI Féministe !

## **VIH/HÉPATITES**

En France, les femmes cis représentent 32% des découvertes de séropositivité au VIH.

Aujourd'hui, les populations touchées par l'épidémie de VIH/hépatite sont les hommes cis et trans ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes migrantes, y compris les femmes trans ainsi que les consommateurices de produits psychoactifs. Au sein de ces populations se retrouvent des minorités de genres qui subissent plusieurs oppressions croisées.

Nous reprenons les mots de Aides qui précise que « *Le gouvernement a choisi de maintenir son cap répressif, coûteux, inefficace et dangereux, en matière de travail du sexe, de politique des drogues et d'accueil des personnes migrantes. Pointer du doigt, exclure, condamner les groupes de population vulnérables aux épidémies de VIH/sida, pour la plupart déjà victimes de discriminations, revient à les éloigner encore davantage de la prévention et du soin. Le racisme, la putophobie, les LGBTphobies, la toxicophobie, qui ont continué de marquer la société en 2024, contribuent encore et toujours à la propagation de l'épidémie.* »

Pour des vraies politiques de prévention et de soin contre le VIH/sida et les hépatites,  
FURI féministe !

## **VALIDISME**

En ce moment est débattu un texte sur la fin de vie que nous étions nombreux à réclamer, mais celui-ci est dénoncé par des activistes anti-validistes, qui évoquent une vision capitaliste, inhumaine et validiste de ce projet de loi. Il est impensable que cette loi ne soit faite que par des personnes valides, sans prendre en compte les paroles des personnes concernées.

Notre féminisme est anti-validiste. Nombre de personnes handicapées, du fait de leur précarisation, et de leur exclusion sociale se retrouvent enfermées dans des situations familiales et conjugales violentes dont il leur est d'autant plus difficile de sortir. 80% des femmes handicapées et malades ont subi des violences sexuelles, elles sont 4 fois plus susceptibles d'en subir que les femmes valides.

L'État enferme les personnes handicapées dans des institutions où les corps et les comportements des personnes handicapées sont surveillés et réprimés, et leurs décisions de vie sont contrôlées. Les personnes institutionnalisées y sont également victimes de violences psychologiques, physiques et sexuelles. Le handicap est exploité dans des ESAT, des structures médico-sociales dans lesquelles le code du travail n'existe pas et à propos desquels l'ONU a rappelé ses obligations à la France.

Ces institutions validistes excluent. Les régimes de tutelle et curatelle, la contraception forcée, le recours aux hospitalisations sous contrainte sont le seul horizon proposé aux personnes handies. L'idéologie saniste défend et renforce un ordre social patriarcal, raciste et validiste.

Contre les violences validistes et sanistes, FURI féministe !

## **IVG/Loi Veil/Subventions Planning**

Dans les Pays de la Loire, la présidente de région Christelle Morançais a supprimé 90% des subventions dans le champ de l'égalité filles-garçons. Ces coupes budgétaires immondes menacent la survie de plusieurs associations indispensables, qui œuvrent quotidiennement pour l'éducation à la vie affective et sexuelle des jeunes, la prévention des violences sexistes et sexuelles, et accueillent et hébergent des personnes victimes de violences. 67 000 € en moins pour la fédération régionale du Planning familial, 32 000 € en moins pour les Centres d'information sur les droits des femmes et des familles, 18 000 € en moins pour SOS Inceste... Quelle honte !

Où sont les promesses de la Macronie concernant la "grande cause du quinquennat" ? Le gouvernement a bien fait passer une loi symbolique sur l'IVG il y a 1 an, en l'inscrivant dans notre constitution. Mais cette loi nie l'existence des personnes trans et non-binaires, qui, elles aussi, avortent ! Le texte ne mentionne qu'une "liberté", et non un droit, car l'État ne peut pas garantir un accès égal à l'avortement sur le territoire actuellement ! Nous fêtons cette année les 50 ans des lois Veil, et nous réclamons plus que de simples symboles ! 130 centres d'IVG ont fermé ces 15 dernières années, et d'autres sont menacés. Chaque personne qui le désire doit pouvoir avorter en sécurité, proche de chez elle, sans avance de frais, et sans avoir à subir le jugement patriarcal et réactionnaire d'une partie des professionnels de santé. Nous réclamons des moyens financiers, matériels et humains, pour garantir le droit à l'IVG pour toutes !

Nos corps ! Nos choix ! FURI féministe !

En cette journée du 8 mars, rejoignez la FURI féministe pour lutter ensemble et continuer nos combats. Toutes ces luttes sont liées : fascisme et capitalisme prospèrent sur nos divisions, face à un système qui divise pour mieux régner, affirmons notre féminisme intersectionnel, solidaire et révolutionnaire !

Nous sommes FURI, des associations et collectifs militants : Aides Nantes, Collage Engagés Nantes, les Colleuses de Nantes, DisQutons, Nosig, Féministes Révolutionnaires Nantes, Nous Toutes 44, Paloma, le Planning Familial 44, Solidaires Etudiant.e.s Nantes et autres militant.es.

Nous laissons la parole au Collectif Urgence Paletine